

Le plurilinguisme contribue à 9% du produit intérieur brut

Recherche Le projet LEAP met en évidence le rendement de cette caractéristique helvétique. Un avantage compétitif qui peut être chiffré à quelque 46 milliards de francs

Emmanuel Garessus

Le plurilinguisme représente un avantage compétitif pour la Suisse. Chacun en est conscient. Reste à le chiffrer. Dans le cadre du projet LEAP («Langues étrangères dans l'activité professionnelle»), le chercheur genevois François Grin et ses partenaires estiment la valeur du plurilinguisme à 9% du PIB suisse, c'est-à-dire à 46 milliards de francs. C'est la première fois que ce genre d'estimation directe est effectué pour une économie nationale et ce chiffre est une première mondiale, selon François Grin.

Le projet LEAP va plus loin que l'observation de la pratique des langues dans les entreprises. Il cherche à savoir comment cette pratique crée de la valeur économique. Pour cela, le projet entre dans le fonctionnement des entreprises.

Un retour satisfaisant

Une question qui prend d'autant plus de sens que la Suisse dépense près de 2,5 milliards par an pour l'acquisition des langues, dont l'essentiel est couvert par l'Etat. Ce qui représente environ 8,5% des dépenses éducatives. Le retour de 46 milliards sur un investissement de 2,5 milliards se révèle donc hautement satisfaisant. Pourtant François Grin regrette que les entreprises ne mesurent pas toujours l'importance du multilinguisme. Et si certaines d'entre elles ont manifesté un vif intérêt pour cette recherche, d'autres n'ont pas voulu prendre part à l'enquête.

Le taux de couverture dépasse celui obtenu par une enquête similaire dans l'Union européenne (étude ELAN) et garantit une très bonne représentativité, mais les chercheurs espéraient une plus forte participation, car ils offrent à tous les participants une analyse personnalisée du positionnement linguistique de l'entreprise par rapport à sa branche et par rapport à l'ensemble de l'industrie.

Le travail sort clairement des sentiers battus. Les chercheurs présentaient lundi la première phase de résultats, notamment leur estimation de la densité linguistique dans les entreprises industrielles.

Détails à venir

Le 16 décembre prochain, des effets macroéconomiques plus détaillés, notamment sur le rendement du plurilinguisme, par secteur, seront rendus publics. Et, en février 2009, les auteurs présenteront leurs estimations microéconomiques des effets sur la productivité et les marges des entreprises de changements dans le niveau de diverses variables linguistiques.

L'indice de densité linguistique est sensiblement égal dans les deux grandes régions linguistiques. Il est légèrement supérieur en Suisse alémanique (0,40, contre 0,39).

Au sein des entreprises, l'enquête met en évidence une plus grande densité linguistique dans le secteur des achats, puis à la direction, devant le secteur des ventes et la production. Une observation qui vaut dans les deux régions linguistiques.

En Suisse, les langues locales dominent, mais les langues étrangères représentent le quart de la communication totale, productive et réceptive, avec une nette symétrie dans les deux régions. La connaissance de la langue locale est moins généralisée en Suisse alémanique qu'en Suisse romande. L'inverse est vrai à propos de l'anglais. Logiquement, les chercheurs observent également un multilinguisme supérieur dans les grandes entreprises (soit celles qui comptent plus de 200 employés).

Par ailleurs, l'enquête montre également d'importants besoins non satisfaits de compétences en langues nationales, notamment en français en Suisse alémanique et (un peu moins) en allemand en Suisse romande. Les besoins non satisfaits en anglais sont également importants, mais surtout pour les entreprises de taille réduite.